

Art. 6. Het opstellen van de programma's voor voortdurende vorming of van de publicaties die tot de voortdurende vorming van het personeel op het gebied van de verzorging en tot de gezondheidsinformatie van de bevolking bijdragen kan met maximum 75 % van de subsidieerbare onkosten gesubsidieerd worden.

De subsidiëring gebeurt op basis van een meet redenen omklede kostenraming waarbij slechts honoraria, secretariaat- en drukkosten in aanmerking kunnen komen.

De zo gesubsidieerde onkosten kunnen in het kader van de in de artikels 4 en 5 voorziene subsidiëring niet meer in aanmerking worden genomen.

Art. 7. De bevoegde Gemeenschapsminister kan de bevorderde activiteiten controleren.

Art. 8. De subsidie wordt geweigerd of teruggevorderd indien en in de mate waarin de gesubsidieerde activiteit door de openbare sector met andere middelen ondersteund wordt.

Art. 9. De Gemeenschapsminister van Jeugd, Sport, Volwassenenvorming en Sociale Aangelegenheden is met de uitvoering van dit besluit belast.

Eupen, 25 augustus 1988.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :
De Voorzitter van de Executieve,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Jeugd, Sport, Volwassenenvorming en Sociale Aangelegenheden,
M. GROSCH

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 2202

15 SEPTEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les modalités de paiement de la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat, auprès de certains pouvoirs locaux

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et plus particulièrement son article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, a;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs locaux, modifié par l'arrêté royal n° 511 du 11 mars 1987, notamment les articles 2 et 3, 1^{er} alinéa;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 pris en exécution de l'arrêté royal du 28 octobre 1986 créant un régime d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence résultant du fait que l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 8 juin 1988, publié au *Moniteur belge* du 6 juillet 1988, a annulé, pour ce qui concerne la Région wallonne, les dispositions reprises à l'article 3, 4^e alinéa de l'arrêté royal n° 474 pour lequel le Roi fixe le modèle de convention et les modalités de la prime visée à l'article 2 de cet arrêté.

Qu'il revient donc, sans délai, à l'Exécutif régional wallon de prendre les mesures d'exécution nécessaires pour rendre, à nouveau, opérationnel le régime créé par ledit arrêté royal.

L'Exécutif régional wallon,

Sur proposition du Ministre de la Région wallonne de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

Arrête

en ce qui concerne la Région wallonne, les mesures d'exécution suivantes, en application de l'article 3, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986.

Article 1^{er}. Le pouvoir local qui souhaite recruter des agents contractuels subventionnés, joint à sa demande un projet de convention en double exemplaire suivant le modèle annexé au présent arrêté.

Art. 2. La prime accordée est payée au pouvoir local le 20 de chaque mois par tranches mensuelles équivalent chacune à un douzième du montant annuel prévu.

Art. 3. Le Ministre de la Région wallonne ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 6 juillet 1988.

Namur, le 15 septembre 1988.

Le Ministre-Président de la Région wallonne chargé de l'Economie, des P M E.,
B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature
des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,
E. HISMANS

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988 fixant les modalités de paiement de la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux

Numéro d'immatriculation
à l'O.N.S.S./A.P.L.

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés visée à l'article 1er de l'arrêté du 15 septembre 1988

Base légale : exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

Identification des parties

I Le pouvoir local demandeur, soussigné de première part, ci-après dénommé :

- la ville — la commune de
représentée par M., bourgmestre
et M., secrétaire communal
- le Centre public d'aide sociale de
représenté par M., président
et M., secrétaire du C.P.A.S.
- l'Association de communes dénommée
ayant son siège à
ayant pour objet :
représentée par M., président du conseil d'administration
et M., secrétaire du conseil d'administration
- le Centre intercommunal d'aide sociale de
ayant son siège à
ayant pour objet :
représenté par M., président
et M., secrétaire

II Le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions soussignés de seconde part.

Vu le formulaire de demande introduit le
par

PARTIE I (1)

Article 1er. Les parties reconnaissent :

a) que le volume global de l'emploi occupé par le pouvoir local ci-dessus dénommé et par les Régies et A.S.B.L. dans la création ou dans la direction desquelles l'autorité publique locale est prépondérante (personnel définitif, temporaire, contractuel, chômeurs mis au travail et troisième circuit de travail) s'élevait pour la période du 1^{er} avril 1985 au 31 mars 1986, à ... emplois correspondant à ... emplois équivalents temps plein;

b) que l'effectif du personnel définitif, contractuel et temporaire s'élevait à la date du 30 juin 1985, à ... emplois correspondant à emplois équivalents temps plein;

c) que la proportion du personnel dont la charge financière est supportée entièrement par le pouvoir local et par les Régies et A.S.B.L. dans la création ou dans la direction desquelles l'autorité publique locale est prépondérante, par rapport à l'effectif global du personnel occupé est de ... % correspondant à ... % d'emplois équivalents temps plein;

d) que le nombre de chômeurs de longue durée occupés à la date du 30 juin 1985 s'élevait à ... emplois correspondant à ... emplois équivalents temps plein.

PARTIE II

Article 2. Le pouvoir local ci-dessus dénommé :

1. Certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales modifiées par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986, régime secteur public.

2. Garantit que l'exercice des activités des contractuels subventionnés qu'il a engagés, est exclusivement limité aux activités qui, à la fois :

a) sont d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;

b) ne poursuivent aucun but lucratif;

c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Article 3. Le pouvoir local ci-dessus dénommé s'engage :

1^o à maintenir, pendant la durée de validité de la présente convention, le volume global de l'emploi visé à l'article 1er, a) et b), ci-dessus;

2^o à occuper, à la date d'entrée en vigueur de la convention et en qualité de contractuels subventionnés un nombre de chômeurs de longue date équivalent à celui visé à l'article 1er, d) ci-dessus;

3^o à occuper, pendant la durée de validité de la présente convention, le nombre de stagiaires imposé par la réglementation relative au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

4^o à maintenir, pendant la durée de validité de la présente convention, par rapport à l'effectif global du personnel occupé, à concurrence d'au moins 50 %, le personnel dont la charge financière est supportée entièrement par le pouvoir local.

Article 4. Le pouvoir local ci-dessus dénommé s'engage à contracter une assurance contre les accidents du travail auprès d'une société d'assurance agréée.

Cette assurance couvre tous les risques définis aux articles 7 et 8 de la loi du 1^{er} avril 1971 sur les accidents du travail et ne vise que les seuls contractuels subventionnés occupés par ledit pouvoir local.

Article 5. Le pouvoir local ci-dessus dénommé s'engage à faire connaître immédiatement au service compétent du Ministère de l'Emploi et du Travail ou à l'Office national de l'Emploi tout changement de nature à modifier les situations qu'il a admises, telles qu'elles sont visées à l'article 1er ou les engagements souscrits, tels qu'ils sont visés aux articles 2 à 4 ci-dessus.

PARTIE III (Dispositions dérogatoires)

Article 6. Disposition particulière aux communes de moins de 20 000 habitants et centres publics d'aide sociale des communes de moins de 20 000 habitants :

- 1° le pouvoir local ci-dessus dénommé s'engage à respecter les dispositions des articles 2; 3, 1° et 3°; 4 et 5 de la présente convention,
2° le pouvoir local s'engage à maintenir, pendant la durée de validité de la présente, la proportion du personnel visée à l'article 1er, c) ci-dessus.

Article 7. Disposition particulière aux communes et centres publics d'aide sociale soumis à un plan d'assainissement par lequel l'autorité de tutelle impose une réduction de personnel :

- 1° le pouvoir local ci-dessus dénommé s'engage à respecter les dispositions des articles 2; 3, 2°, 3°, 4°; 4 et 5 de la présente convention,
2° le pouvoir local est dispensé pour les années 1987 et 1988 de l'obligation de maintenir le volume global de l'emploi visé à l'article 1er a) et b);
3° le pouvoir local s'engage néanmoins à transformer en emplois de contractuels subventionnés un nombre de postes de travail au moins égal à celui des chômeurs mis au travail et des travailleurs du troisième circuit de travail occupés au 30 juin 1988 soit ... emplois correspondant à ... emplois équivalents temps plein et à les maintenir en fonction.

PARTIE IV

Article 8. Le Ministre de l'Emploi et du Travail s'engage à octroyer la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 à la condition que le pouvoir local ci-dessus dénommé respecte les engagements visés à l'article 2 de la présente convention.

Article 9. 1° Le montant annuel de la prime est fixé à 400 000 francs par contractuel subventionné équivalent temps plein pour autant que le pouvoir local ci-dessus dénommé respecte les engagements visés à l'article 3, à l'article 6 ou à l'article 7 de la présente convention.

2° Le montant annuel de la prime est fixé dans les autres cas à 230 000 francs par contractuel subventionné équivalent temps plein.

Article 10. 1° La prime visée à l'article 9 de la présente convention est octroyée pour un nombre de contractuels fixé à la date du 1er janvier 1987, à ..., répartis comme suit :

- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein; (2)
- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel; (2)
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps plein; (2)
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps partiel (2).

2° Pour un même emploi et pour la période couverte par le préavis, est interdit le cumul de la prime octroyée pour un contractuel subventionné avec l'intervention de l'Etat dans la rémunération du travailleur du troisième circuit de travail qui preste son préavis, à défaut d'avoir été engagé en qualité de contractuel subventionné.

PARTIE V

Article 11. La prime est liquidée proportionnellement à la durée du contrat et au régime de travail de chacun des contractuels subventionnés visés à l'article 10.

Article 12. La liquidation de la prime sera suspendue si le pouvoir local contrevient à la situation visée à l'article 2, 1°. Elle sera également suspendue si le pouvoir local contrevient à la situation visée à l'article 2, 2°, mais cette suspension n'affectera que la prime octroyée pour les seuls contractuels subventionnés employés à des tâches non autorisées.

Article 13. Si le pouvoir local ne satisfait plus à l'un des engagements visés à l'article 3, à l'article 6 ou à l'article 7, le montant de la prime est réduit à la somme de 230 000 francs par an et par contractuel subsidiaire occupé à temps plein.

Article 14. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le

Fait en trois exemplaires à, le

Le soussigné de première part
Le pouvoir local dénommé (3) (4)

Les soussignés de seconde part
Le Ministre de l'Emploi et du Travail
Le Ministre de la Région wallonne, de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale

Références (1), (2), (3), (4).

(1) destinée au pouvoir local demandeur.

(2) biffer la mention inutile.

(3) indiquer la dénomination précise du pouvoir local tel qu'il est identifié comme partie prenante à la présente convention.

(4) indiquer comme signataires :

— s'il s'agit d'une commune :

Le Secrétaire communal,

— s'il s'agit d'un centre public d'aide sociale :

Le Secrétaire du C.P.A.S.,

— s'il s'agit d'une association de communes :

L'Administrateur,

— s'il s'agit d'une association de centres publics d'aide sociale :

Le Président du conseil d'administration,

— s'il s'agit d'un centre intercommunal d'aide sociale :

Le Président,

Par le Collège :

Le Bourgmestre,

Le Président du C.P.A.S.,

Le Secrétaire,

Le Secrétaire,

Le Secrétaire,

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988.

Le Ministre,
E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 2202

15. SEPTEMBER 1988. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Modalitäten der Auszahlung der in Artikel 2 des königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einführung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden genannten Prämie

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere seines Artikels 6, § 1, IX, 2^o, a);

Aufgrund des königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einführung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, abgeändert durch den königlichen Erlaß Nr. 511 vom 11. März 1987, insbesondere der Artikel 2 und 3, Absatz 1;

Aufgrund des königlichen Erlasses vom 29. Oktober 1986 zur Durchführung des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1986 zur Einführung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, die mit der Tatsache begründet wird, daß das im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Juli 1988 veröffentlichte Urteil des Staatsrats vom 8. Juni 1988 die in Artikel 3, Absatz 4 des königlichen Erlasses Nr. 474, durch den der König das Muster der Vereinbarung und die Modalitäten der in Artikel 2 dieses Erlasses genannten Prämie festlegt, enthaltenen Bestimmungen, soweit diese die Wallonische Region betreffen, für nichtig erklärt hat;

Daß es deshalb der Wallonischen Regionalexekutive obliegt, die notwendigen Ausführungsmaßnahmen unverzüglich zu erlassen, um das durch den vorgenannten königlichen Erlaß eingeführte System wieder funktionsfähig zu machen.

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für die Landerneuerung, die Naturerhaltung, die Industriegebiete, die Beschäftigung und das regionale öffentliche Amt,

Erläßt die Wallonische Regionalexekutive,

Was die Wallonische Region betrifft, in Anwendung von Artikel 3, Absatz 4 des königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986, die folgenden Ausführungsmaßnahmen :

Artikel 1. Die lokale Behörde, die bezuschußtes Vertragspersonal rekrutieren wünscht, legt seinem Antrag einen Vereinbarungsentwurf in zweifacher Ausfertigung nach dem zu diesem Erlaß angelegten Muster bei.

Art. 2. Die gewährte Prämie wird der lokalen Behörde am 20. Tag eines jeden Monats in monatlichen Teilbeträgen, die jeweils einem Zwölften des vorgesehenen jährlichen Betrags entsprechen, ausgezahlt.

Art. 3. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 4. Vorliegender Erlaß tritt am 6. Juli 1988 in Kraft.

Namür, 15. September 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Landerneuerung, die Naturerhaltung,
die Industriegebiete, die Beschäftigung und das regionale öffentliche Amt,

E. HISMANS

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988 zur Festlegung der Modalitäten der Auszahlung der in Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einführung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden genannten Prämie

Eintragungsnummer
bei O.N.S.S./A.P.L.

Muster für die in Artikel 1 der Erlasses vom 15. September 1988 erwähnte Vereinbarung über die Beschäftigung bezuschußter Personalmitglieder

Gesetzliche Grundlage : Ausführung des königlichen Erlasses vom Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einführung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden.

Kennzeichnung der Parteien

I. Die unterzeichnete ersuchende lokale Behörde einerseits, im weiteren Verlauf :

- die Stadt — die Gemeinde , Bürgermeister
vertreten durch Herrn/Frau
und Herrn/Frau , Kommunalsekretär
- das öffentliche Sozialhilfezentrum von
vertreten durch Herrn/Frau , Präsident
und Herrn/Frau , Sekretär des O.S.H.Z.

- die Gemeindevereinigung mit Namen
mit Sitz
mit Zweck :
vertreten durch Herrn/Frau , Verwaltungsratsvorsitzende(r)
und Herrn/Frau , Verwaltungsratssekretär
- das interkommunale öffentliche Sozialhilfezentrum von
mit Sitz in
mit Zweck :
vertreten durch Herrn/Frau , Präsident
et Herrn/Frau , Sekretär

II. Der Minister der Beschäftigung und der Arbeit und der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, Unterzeichnete andererseits.

Aufgrund des am
von eingereichten Antragsformulars

TEIL I (1)

Artikel 1. Die Parteien erkennen an :

- a) daß das Globalvolumen der von der vorbezeichneten lokalen Behörde und von den Regien und VoE, bei deren Gründung und Leitung die lokale öffentliche Gewalt maßgebend ist, besetzten Arbeitsplätze (endgültiges, zeitweiliges, vertragliches Personal, beschäftigte Arbeitslose und Arbeitnehmer des Dritten Arbeitswegs) im Zeitraum von 1. April 1985 bis zum 31. März 1986 ... Arbeitsstellen betrug, die ... Vollzeiteinheiten entsprechen;
- b) daß der Bestand des endgültigen, vertraglichen und zeitweiligen Personals am 30. Juni 1985 ... Arbeitsstellen betrug, die ... Vollzeiteinheiten entsprechen;
- c) daß der Personalanteil, dessen finanzielle Last von der lokalen Behörde und von den Regien und VoE, bei deren Gründung oder Leitung die lokale öffentliche Gewalt maßgebend ist, völlig getragen wird, ... % gegenüber dem beschäftigten Globalpersonalbestand beträgt, was ... % Vollzeiteinheiten entspricht;
- d) daß die Zahl der am 30. Juni 1985 beschäftigten Langzeitarbeitslosen ... Arbeitsstellen betrug, die ... Vollzeiteinheiten entsprechen

TEIL II

Artikel 2. Die oben ... genannte lokale Behörde :

- 1. versichert, daß sie die Vorteile der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985, das durch den königlichen Erlaß Nr. 424 vom 1. August 1986 abgeändert worden ist, eingerichteten Laufbahnunterbrechung auf ihre Personalmitglieder anwendet;
- 2. versichert, daß die Ausübung der Tätigkeiten der bezuschußten Personalmitglieder, die sie angestellt hat, sich ausschließlich auf Tätigkeiten beschränkt, die zu gleicher Zeit :
 - a) von gemeinnütziger, sozialer oder kultureller Bedeutung sind;
 - b) keinen Erwerbzweck verfolgen;
 - c) kollektive Bedürfnisse befriedigen, denen anders nicht entgegengekommen worden wäre.

Artikel 3. Die oben ... genannte lokale Behörde verpflichtet sich :

- 1° das eingangs in Artikel 1, a) und b), erwähnte Globalvolumen der besetzten Arbeitsplätze während der Gültigkeitsdauer dieser Vereinbarung aufrechtzuerhalten;
- 2° am Tage der Inkraftsetzung der Vereinbarung eine Anzahl Langzeitarbeitsloser, die der eingangs in Artikel 1, d), festgelegten Anzahl entspricht, als bezuschußtes Vertragspersonal zu beschäftigen;
- 3° während der Gültigkeitsdauer dieser Vereinbarung, die durch die Regelung in Sachen Probezeiten und Eingliederung der Jugendlichen in das Erwerbsleben festgelegte Anzahl Praktikanten zu beschäftigen;
- 4° während der Gültigkeitsdauer dieser Vereinbarung das Personal, dessen finanzielle Last völlig von der lokalen Behörde getragen wird, und zwar bis zur Höhe von mindestens 50 Pzt., gegenüber dem beschäftigten Globalpersonalbestand, zu beschäftigen.

Artikel 4. Die vorgenannte lokale Behörde verpflichtet sich, eine Arbeitsunfallversicherung bei einer anerkannten Versicherungsgesellschaft einzugehen.

Diese Versicherung deckt alle in Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 1. April 1971 über die Arbeitsunfälle definierten Risiken und betrifft nur die von der besagten lokalen Behörden beschäftigten bezuschußten Vertragspersonalmitglieder.

Artikel 5. Die obgenannte lokale Behörde verpflichtet sich, die zuständige Dienststelle des Ministeriums der Beschäftigung und der Arbeit oder das Landesamt für Arbeitsversorgung unverzüglich von jeder Änderung, die die von ihr zugelassenen Verhältnisse, so wie sie in Artikel 1 definiert sind, oder die eingegangenen Verpflichtungen, so wie sie oben in Artikel 2 und 4 definiert sind, ändern kann, in Kenntnis zu setzen.

TEIL III (derogatorische Bestimmungen)

Artikel 6. Besondere Bestimmung für Gemeinden mit weniger als 20 000 Einwohnern und für die öffentlichen Sozialhilfezentren von Gemeinden mit weniger als 20 000 Einwohnern :

- 1° die obgenannte lokale Behörde verpflichtet sich, die Bestimmungen der Artikel 2; 1° und 3°; 4 und 5 dieser Vereinbarung einzuhalten;
- 2° die lokale Behörde verpflichtet sich, den eingangs in Artikel 1, c), festgelegten Personalanteil während der Gültigkeitsdauer dieser Vereinbarung aufrechtzuerhalten.

Artikel 7. Besondere Bestimmung für Gemeinden und öffentliche Sozialhilfezentren, die einem Sanierungsplan unterliegen, mit dem die Aufsichtsbehörde einen Personalabbau auferlegt :

- 1° die lokale Behörde verpflichtet sich, die Bestimmungen der Artikeln 2; 3, 2°, 3°, 4°; 4 und 5 dieser Vereinbarung einzuhalten,
- 2° die lokale Behörde ist für die Jahre 1987 et 1988 von der Verpflichtung, das in Artikel 1, a) und b), erwähnte Globalvolumen der Arbeitsplätze einzuhalten, entbunden;
- 3° die lokale Behörde verpflichtet sich jedoch, eine Anzahl Arbeitsplätze, die mindestens derjenigen der am 30. Juni 1986, beschäftigten Arbeitslosen und Arbeitnehmer des Dritten Arbeitswegs gleich ist, das heißt ... Arbeitsplätze, die ... Vollzeiteinheiten entsprechen, in Arbeitsplätze für bezuschußte Vertragspersonalmitglieder umzugestalten, und diese im Amt zu behalten.

TEIL IV

Artikel 8. Der Minister der Beschäftigung und der Arbeit verpflichtet sich, die in Artikel 2 des königlichen Erlasses Nr. 474 erwähnte Prämie zu gewähren, vorausgesetzt, daß die obengenannte lokale Behörde die in Artikel 2 dieser Vereinbarung erwähnten Verpflichtungen einhält.

Artikel 9. 1° Soweit die obengenannte lokale Behörde die in Artikel 3, in Artikel 6 oder in Artikel 7 dieser Vereinbarung erwähnten Verpflichtungen einhält, wird der jährliche Prämienbetrag auf 400 000 BF für jede bezuschulte vertragliche Vollzeitereinheit festgelegt;

2° In den anderen Fällen wird der jährliche Prämienbetrag auf 230 000 BF für jede bezuschulte vertragliche Vollzeitereinheit festgelegt.

Artikel 10. 1° Die in Artikel 9 dieser Vereinbarung erwähnte Prämie wird für eine am 1. Januar 1987 auf ... festgelegte Anzahl Vertragspersonalmitglieder gewährt, die folgendermaßen verteilt werden :

... mit unbefristetem Vollzeitarbeitsvertrag; (2)

... mit unbefristetem Teilzeitarbeitsvertrag; (2)

... mit befristetem Vollzeitarbeitsvertrag; (2)

... mit befristetem Teilzeitarbeitsvertrag (2).

2° Für eine gleiche Arbeitsstelle und während des Kündigungszeitraums ist die Kumulierung der für ein bezuschultes Vertragspersonalmitglied gewährten Prämie mit der staatlichen Beteiligung an der Besoldung des Arbeitnehmers des Dritten Arbeitswegs, der seine Kündigungsfrist ableistet, wenn dieser als bezuschultes Vertragspersonalmitglied nicht angestellt wurde, verboten.

TEIL V

Artikel 11. Die Prämie wird im Verhältnis zur Vertragsdauer und zum Arbeitssystem eines jeden der in Artikel 10 erwähnten bezuschulten Vertragspersonalmitglieder ausgezahlt.

Artikel 12. Die Auszahlung der Prämie wird eingestellt, wenn die lokale Behörde das in Artikel 2, § 1, angegebene Verhältnis verletzt. Sie wird ebenfalls eingestellt, wenn die lokale Behörde das in Artikel 2, § 2, angegebene Verhältnis verletzt, aber diese Einstellung betrifft lediglich die ausschließlich für die mit nicht zugelassenen Aufgaben beauftragten bezuschulten Vertragspersonalmitglieder gewährte Prämie.

Artikel 13. Wenn die lokale Behörde einer der in Artikel 3, in Artikel 6 oder in Artikel 7 erwähnten Verpflichtungen nicht mehr nachkommt, wird der Prämienbetrag auf 230 000 BF pro Jahr und pro vollzeitig beschäftigtes Vertragspersonalmitglied begrenzt.

Artikel 14. Diese Vereinbarung wird für eine unbestimmte Dauer abgeschlossen, die am beginnt.

Gegeben in dreifacher Ausfertigung in, am

Der Unterzeichnete einerseits,

Die ... genannte lokale Behörde (3) (4)

Die Unterzeichneten andererseits

Der Minister der Beschäftigung und der Arbeit

Der Minister der Wallonischen Region für die Landerneuerung, die Naturerhaltung, die Industriegebiete, die Beschäftigung und das regionale öffentliche Amt

Verweise (1), (2), (3), (4).

(1) Für die ersuchende lokale Behörde bestimmt.

(2) Nichtzutreffendes bitte streichen.

(3) Die genaue Bezeichnung der lokalen Behörde, so wie diese als vereinbarungsschließende Partei gekennzeichnet ist, bitte angeben.

(4) Als Unterzeichnete bitte angeben :

— bei einer Gemeinde :

Der Gemeindevorsteher,

— bei einem öffentlichen Sozialhilfzentrum :

Der Sekretär des OSHZ,

— bei einer Gemeindevereinigung :

Der Verwalter,

— bei einer Vereinigung von öffentlichen Sozialhilfzentren :

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats,

— bei einem interkommunalen Sozialhilfzentrum :

Der Vorsitzende,

Durch das Kollegium

Der Bürgermeister,

Der Vorsitzende des OSHZ,

Der Sekretär,

Der Sekretär,

Der Sekretär,

Gesehen als Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988.

Der Minister,

E. HISMAN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 2202

15 SEPTEMBER 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutie tot vaststelling van de uitbetalingsmodaliteiten van de bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen bedoelde premie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en meer bepaald artikel 6, § 1, IX, 2°, a);

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 511 van 11 maart 1987, inzonderheid op artikelen 2 en 3, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringendheid voortkomend uit het feit dat het besluit van het Arbitragehof van 8 juni 1988, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1988, de in artikel 3, 4e lid van het koninklijk besluit nr. 474 vermelde schikkingen waarvoor de Koning het model van overeenkomst en de in artikel 2 van dit besluit bedoelde modaliteiten van de premie bepaalt, voor wat het Waalse Gewest betreft, vernietigd heeft;

Dat het dus aan de Waalse Gewestexecutieve toekomt de nodige uitvoeringsmaatregelen onverwijld te nemen om het bij bedoeld koninklijk besluit opgezette stelsel opnieuw operationeel te maken,

De Waalse Gewestexecutieve,

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden, de Tewerkstelling en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

Bepaalt

voor wat het Waalse Gewest betreft, de volgende uitvoeringsmaatregelen, in toepassing van artikel 3, 4e lid van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 :

Artikel 1. Het plaatselijk bestuur dat gesubsidieerde contractuelen wenst aan te werven voegt bij zijn aanvraag een ontwerpovereenkomst in dubbel exemplaar volgens het model dat in bijlage van dit besluit is opgenomen.

Art. 2. De toegekende premie wordt aan het plaatselijk bestuur betaald de 20ste van elke maand per maandelijks schijven, elk gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks voorzien bedrag.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in kracht op 6 juli 1988.

Namen, 15 september 1988.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie en de K.M.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden, de Tewerkstelling en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

E. HISMANS

Bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 tot vaststelling van de uitbetalingsmodaliteiten van de bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen bedoelde premie

Inschrijvingsnummer
bij de R.S.Z. p.p.o.

Model van overeenkomst betreffende de tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen bedoeld bij artikel 1, van het besluit van 15 september 1988

Wettelijke basis : uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen.

Vaststelling van de partijen

I. Het aanvragende plaatselijk bestuur, ondergetekende ter enerzijde, waarvan de naam als volgt :

- de stad - de gemeente van
vertegenwoordigd door de heer (Mevr.) , burgemeester
en de heer (Mevr.) , gemeentesecretaris
- het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van
vertegenwoordigd door de heer (Mevr.) , voorzitter
en de heer (Mevr.) , secretaris van het O.C.M.W
- de vereniging van gemeenten genoemd
met zetel te
met als doel :
-
vertegenwoordigd door de heer (Mevr.) , voorzitter van de raad van beheer
en de heer (Mevr.) , secretaris van de raad van beheer
- het Intercommunaal Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van
met zetel te
met als doel :
-
vertegenwoordigd door de heer (Mevr.) , voorzitter
en de heer (Mevr.) , secretaris

II De Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort, ondergetekende ter andere zijde.

Gezien het aanvraagformulier ingediend op

door

DEEL I (1)

Artikel 1. De partijen erkennen :

a) dat het globale tewerkstellingsvolume (vast benoemd personeel, tijdelijken, contractuelen, tewerkgestelde werklozen en werknemers D.A.C.) bij hogervermeld plaatselijk bestuur, de Regies en de V.Z.W.'s waarbij de plaatselijke overheid een overwegende rol speelt in de oprichting of de leiding ervan ... betrekkingen bedroeg voor de periode van 1 april 1985 tot 31 maart 1986, hetzij ... betrekkingen omgerekend naar voltijdse equivalenten;

b) dat het aantal vastbenoemden, contractuelen en tijdelijken op datum van 30 juni 1985 ... bedroeg, omgerekend naar voltijdse equivalenten;

c) dat de verhouding van het personeel waarvan de financiële lasten volledig gedragen worden door het plaatselijk bestuur, en door de Regies en de V.Z.W.'s waarbij de plaatselijke overheid een overwegende rol speelt in de oprichting of de leiding ervan, ten opzichte van het globale personeelseffectief ... % bedraagt, wat overeenstemt met ... % arbeidsplaatsen omgerekend naar voltijdse equivalenten.

d) dat het aantal tewerkgestelde langdurig werklozen op datum van 30 juni 1985 ... bedroeg, omgerekend naar voltijdse equivalenten.

DEEL II

Artikel 2. Het hierboven genoemd plaatselijk bestuur :

1. bevestigt dat het op zijn personeel de voordelen toepast van de loopbaanonderbreking welke is ingevoerd bij de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986, Stelsel Openbare Sector;

2. waarborgt dat de gesubsidieerde contractuelen die het heeft aangeworven uitsluitend werkzaamheden verrichten die tegelijk :

a) van sociaal of openbaar nut of van cultureel belang zijn;

b) geen winst beogen;

c) voldoen aan collectieve behoeften waaraan anders niet voldaan had kunnen worden.

Artikel 3. Het hogervermeld plaatselijk bestuur verbindt er zich toe :

1^o gedurende de geldigheidsduur van onderhavige overeenkomst, het globaal tewerkstellingsvolume bedoeld onder bovenvermeld artikel 1, a) en b), te handhaven;

2^o op datum van inwerkingtreding van de overeenkomst een gelijk aantal langdurig werklozen zoals bedoeld onder bovenvermeld artikel 1, d), te werk te stellen in de hoedanigheid van gesubsidieerde contractuelen;

3^o gedurende de geldigheidsduur van de huidige overeenkomst het door de reglementering met betrekking tot de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces opgelegd aantal stagiaires in dienst te hebben;

4^o gedurende de geldigheidsduur van onderhavige overeenkomst ten minste een verhouding van 50 % personeel tewerk stellen waarvan de financiële lasten volledig gedragen worden door het plaatselijk bestuur ten opzichte van het totale tewerkgestelde personeel.

Artikel 4. Het bovenvermeld plaatselijk bestuur verbindt er zich toe een verzekering tegen arbeidsongevallen af te sluiten bij een daartoe gemachtigde verzekeringsmaatschappij. Deze verzekering dekt alle bij de artikelen 7 en 8 van de wet van 10 april 1971 bepaalde risico's op de arbeidsongevallen, en bedoelt uitsluitend de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld door het vermeld plaatselijk bestuur.

Artikel 5. Het hierboven genoemd plaatselijk bestuur verbindt er zich toe de bevoegde dienst van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid of de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening onmiddellijk in kennis te stellen van elke wijziging die een verandering zou kunnen teweegbrengen in de regelingen die het heeft aangenomen, zoals bedoeld in artikel 1, of in de verbintenissen die het heeft aangegaan zoals bedoeld in de bovenvermelde artikelen 2 tot 4.

DEEL III (Afwijkende bepalingen)

Artikel 6. Bijzondere bepaling voor de gemeenten met minder dan 20 000 inwoners en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van gemeenten met minder dan 20 000 inwoners :

1^o het hierboven genoemd plaatselijk bestuur verbindt er zich toe de bepalingen van de artikelen 2, 3, 1^o en 3^o, 4 en 5 van onderhavige overeenkomst na te leven;

2^o het plaatselijk bestuur verbindt er zich toe, tijdens de geldigheidsduur van onderhavige overeenkomst, de verhouding personeel te handhaven zoals bedoeld bij artikel 1, c), voormeld.

Artikel 7. Bijzondere bepaling voor de gemeenten en O.C.M.W.'s onderworpen aan een saneringsplan waardoor de voogdijoverheid een personeelsvermindering oplegt :

1^o het hierboven genoemd plaatselijk bestuur verbindt er zich toe de bepalingen van de artikelen 2, 3, 2^o, 3^o en 4^o, 4 en 5 van onderhavige overeenkomst na te leven;

2^o het plaatselijk bestuur is voor de jaren 1987 en 1988 vrijgesteld van de verplichting het bij artikel 1, a) en b) bedoeld globaal tewerkstellingsvolume te behouden;

3^o het plaatselijk bestuur verbindt er zich niettemin toe een aantal arbeidsplaatsen ten minste gelijk aan dat van de tewerkgestelde werklozen en werknemers derde arbeidscircuit op datum van 30 juni 1986, om te zetten naar gesubsidieerde contractuelen, zijnde betrekkingen wat overeenstemt met ... betrekkingen omgerekend naar voltijdse equivalenten, en deze in dienst te houden.

DEEL IV

Artikel 8. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verbindt er zich toe de premie bedoeld bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 412 toe te kennen op voorwaarde dat het hierboven genoemd plaatselijk bestuur de verbintenissen naleeft bedoeld bij artikel 2 van onderhavige overeenkomst.

Artikel 9. 1^o Het jaarbedrag van de premie wordt vastgesteld op 400 000 frank per gesubsidieerde contractueel omgerekend naar voltijds equivalent voor zover het hierboven genoemd plaatselijk bestuur de verbintenissen naleeft bedoeld bij artikel 3, bij artikel 6 of bij artikel 7 van onderhavige overeenkomst;

2^o het jaarbedrag van de premie wordt vastgesteld op 230 000 frank per gesubsidieerde contractueel omgerekend naar voltijds equivalent.

Artikel 10. 1^o De bij artikel 9 van onderhavige overeenkomst bedoelde premie wordt toegekend aan contractuelen waarvan het aantal vastgesteld is op ... , met ingang van 1 januari 1987, en die verdeeld zijn als volgt :

. met voltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd (2);

. met deeltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd (2);

. met voltijdse arbeidsovereenkomst van bepaalde tijd (2);

. met deeltijdse arbeidsovereenkomst van bepaalde tijd (2).

2° Voor een zelfde arbeidsplaats en voor de periode gedekt door de vooropzeg is het verboden de premie toegekend voor een gesubsidieerde contractueel te cumuleren met de tussenkomst van de Staat in de bezoldiging van de werknemer tewerkgesteld in het Derde Arbeidscircuit die zijn vooropzeg presteert, bij gebreke van een aanwerving in de hoedanigheid van gesubsidieerde contractueel.

DEEL V

Artikel 11. De uitbetaling van de premie geschiedt in verhouding tot de duur van de overeenkomst en het arbeidsstelsel van elke bij artikel 10 bedoelde gesubsidieerde contractueel.

Artikel 12. De uitbetaling van de premie wordt opgeschort indien het plaatselijk bestuur de regeling, bedoeld bij artikel 2, 1°, niet naleeft. Deze uithetaling wordt eveneens opgeschort indien het plaatselijk bestuur de regeling, bedoeld bij artikel 2, 2°, niet naleeft, maar deze opschorting geldt enkel voor de premie die wordt toegekend voor de gesubsidieerde contractuelen die aan niet-toegelaten werkzaamheden worden tewerkgesteld.

Artikel 13. Indien het plaatselijk bestuur één van de verbintenissen, bedoeld bij artikel 3, artikel 6 of artikel 7 niet meer nakomt, wordt het bedrag van de premie verminderd tot 230 000 frank per jaar en per voltijdse tewerkgestelde gesubsidieerde contractueel.

Artikel 14. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde tijd welke ingaat op

Opgemaakt in drie exemplaren te op

De ondergetekende ter enerzijde

Het plaatselijk bestuur, genoemd (3) (4)

De ondergetekende ter andere zijde

De Minister van Arbeid en Tewerkstelling

De Minister van het Waalse Gewest voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden, de Tewerkstelling en het Gewestelijk Openbaar Ambt

Verwijzingen (1), (2), (3), (4).

(1) bestemd voor het aanvragende plaatselijk bestuur,

(2) het onnodige schrappen.

(3) de precieze naam aanduiden van het plaatselijk bestuur dat als overeenkomstsluitende partij is vastgesteld.

(4) aanduiden als ondertekenaars :

— indien het gaat om een gemeente :

Door het College

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

— indien het gaat om een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn :

De Secretaris van het O.C.M.W.,

De Voorzitter van het O.C.M.W.,

— indien het gaat om een vereniging van gemeenten :

De Beheerder,

De Secretaris,

— indien het gaat om een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn :

De Voorzitter van de Raad van beheer,

De Secretaris,

— indien het gaat om een intercommunaal centrum voor maatschappelijk welzijn :

De Voorzitter,

De Secretaris,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988.

De Minister,

E. HISMANS

F. 88 — 2203

15 SEPTEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment les articles 2, 7, 13 et 37;

Vu le décret du 9 novembre 1987 contenant le Budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1988;

Vu le décret du 30 juin 1988 contenant le premier feuillet d'ajustement du Budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 établissant les conditions d'agrément, les règles de gestion et les modalités de contrôle des sociétés immobilières de service public, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 15 septembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de modifier sans retard les critères de sélection des sociétés immobilières de service public pouvant bénéficier de l'aide financière de la Région résulte de l'urgence à engager les crédits budgétaires à ce réservés;